

Le Procureur dénonce une stratégie d'obstruction de la défense

N° 232 du vendredi 24 janvier 2025

du jour L'Emblème

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : leblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

JUSTICE BÉNINOISE

HOSÉE HOUNGNIBO, ACQUITTÉ PAR LA CRIET

P. 05

ENCHAÎNEMENT DE MISSIONS DE CONTRÔLE À LA MAIRIE DE PORTO-NOVO

P. 02

Que se passe-t-il réellement ?



APRÈS L'INCENDIE DU MARCHÉ DE VOLAILLE DE MALANVILLE

P. 05

L'he Djamilatou SABI MOHAMED exprime sa solidarité

TRISTE RÉALITÉ AU CHD DE PORTO-NOVO

P. 07

Malades et agents laissés pour compte

(Patrice Talon et le Ministre de la Santé sollicités pour
une intervention urgente)



FENOU GUEST HOUSE

APPARTEMENTS & RÉSIDENCES

MODERNES MEUBLÉS

+229 0198904640 / 0144904640



ELONA HOUSE

SALLE DE FÊTES & DE CONFÉRENCES

HAUT DE GAMME

+229 0198904640 / 0144904640

ENCHAÎNEMENT DE MISSIONS DE CONTRÔLE À LA MAIRIE DE PORTO-NOVO

Que se passe-t-il réellement ?



Depuis deux mois, la mairie de Porto-Novo est au cœur d'une série de missions de contrôle sans précédent. Ces actions, menées par différentes institutions, suscitent des interrogations et alimentent les débats sur la gestion des affaires publiques dans la capitale béninoise. Que cache cette succession d'audits et de vérifications ? Retour sur les faits.

Un enchaînement de missions de contrôle

En novembre dernier, la CONAFIL (Commission Nationale des Finances Locales) a effectué une mission de contrôle approfondie sur les finances locales de la mairie de Porto-Novo. Cette mission visait principalement à auditer la gestion des fonds alloués dans le cadre du Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADEC). L'objectif était d'évaluer l'efficacité de l'utilisation de ces ressources dans les projets de développement.

Dans la foulée, une autre mission d'audit sur le FADEC a été conduite, focalisée sur les projets financés par ce mécanisme dans les années antérieures. Les autorités locales ont été soumises à une pression intense, devant justifier chaque dépense, chaque projet et chaque résultat.

Plus récemment, l'Inspection Générale des Finances a pris le relais. Pendant un mois, cette instance a scruté minutieusement la gestion financière de la mairie, notamment en ce qui concerne les recettes et les dépenses des guichets uniques. Ce dispositif, censé fluidifier les démarches administratives et améliorer les recettes fiscales, est aujourd'hui pointé du doigt pour des anomalies présumées.

Des soupçons ou une procédure normale ?

Face à cette succession de contrôles, des questions se posent : assiste-t-on à un processus normal de contrôle des finances publiques ou à une tentative de démêler des dysfonctionnements plus profonds au sein de l'administration municipale ?

Certains observateurs estiment que ces missions traduisent une volonté des autorités centrales d'assainir la gestion des communes, notamment dans le contexte des réformes récentes sur la décentralisation et la transparence. Pour d'autres, ces interventions pourraient indiquer des soupçons sérieux de mauvaise gestion, voire de détournement de fonds publics.

Une mairie sous pression

Pour la mairie de Porto-Novo, cette situation est inédite et difficile. Les responsables locaux doivent répondre à des interrogations parfois sévères, fournir des documents, et démontrer leur bonne foi face à des experts exigeants. Cette pression constante pourrait affecter la mise en œuvre des projets de développement en cours, car les agents municipaux sont mobilisés sur ces contrôles.

Et après ?

Ces missions de contrôle sont-elles le prélude à des révélations fracassantes ? Ou permettront-elles au contraire de redorer l'image de la mairie de Porto-Novo en prouvant que la gestion locale est transparente ? Seule la publication des conclusions des audits permettra de tirer les enseignements nécessaires.

En attendant, les citoyens de Porto-Novo restent dans l'expectative. Ils espèrent que ces contrôles, bien qu'intensifs, contribueront à une meilleure gouvernance et à une utilisation plus rigoureuse des ressources publiques, pour le bien-être de tous.

EMERIC JOEL ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FE-NOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.com, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577

N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
RCCM RB/PNO/09A848

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40 /
01 44 90 46 40

RÉDACTION

Marcus KOUDJENOUME
+229 01 97 73 97 61

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

MESURE D'URGENCE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE D'AKPAKPA ET SES ENVIRONS

Les travaux évoluent à grands pas

Ce jeudi 23 janvier 2025, une délégation du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines s'est rendue sur le chantier du projet de mesure d'urgence destiné à améliorer l'alimentation en eau potable dans la zone d'Akpakpa, englobant les localités d'Agblangandan et de Sèmè-Podji. L'objectif de cette visite était de jauger l'état d'avancement des travaux, entamés il y a plus de six mois et aujourd'hui évalués à 55% d'exécution, selon les Experts présents.

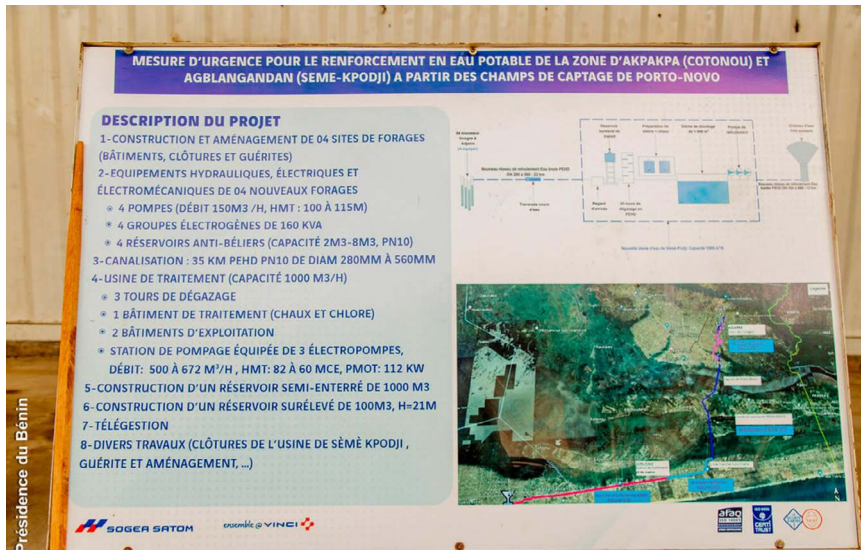
Le Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, Monsieur Paulin AKPONNA, accompagné de son collègue de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Monsieur Raphaël AKOTÉGNON, de Madame Marie AKPOTROSSOU, Préfet du département de l'Ouémé ainsi que du Maire de la commune de Sèmè-Podji, Monsieur Jonas GBÈNAMETO, a exprimé sa satisfaction face à l'évolution des travaux. « C'est un sentiment de satisfaction à mi-parcours, car les populations souffrent d'un accès difficile à l'eau », a déclaré le Ministre, soulignant l'importance de cette initiative pour améliorer la qualité de vie des résidents d'Agblangandan et d'Akpakpa.

Monsieur Raphaël AKOTÉGNON, Ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, a également salué les avancées, affirmant que le respect des délais est désormais assuré.

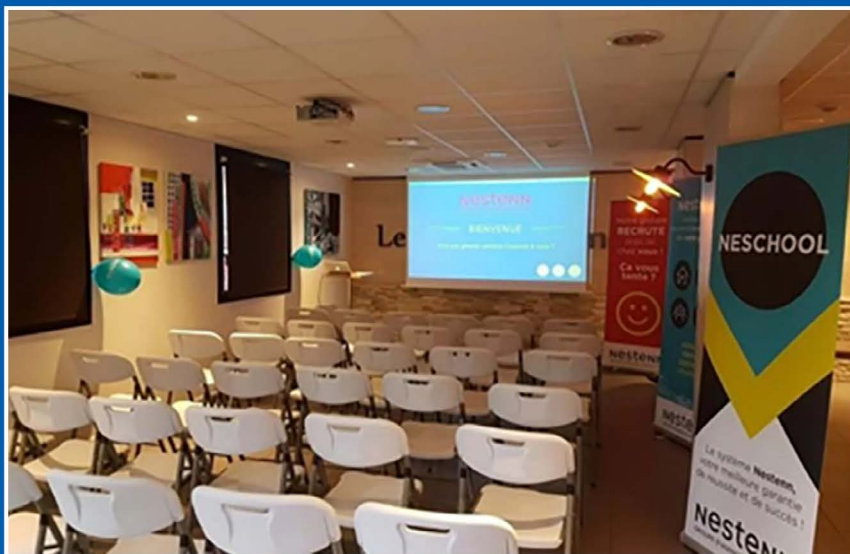


"Ce projet bénéficiera non seulement à Cotonou, mais aussi à Sèmè-Podji", a-t-il précisé, insistant sur l'importance d'un développement équilibré à l'échelle nationale. Madame Marie AKPOTROSSOU, Préfet du département de l'Ouémé, a rassuré les populations que les problèmes d'accès à l'eau potable seront bientôt résolus. Le Maire de Sèmè-Podji, Monsieur Jonas GBÈNAMETO, a quant à lui souligné le bien-fondé de l'investissement gouvernemental dans ce projet vital et se dit satisfait.

Il faut préciser que près de 17 milliards de francs CFA ont été mobilisés par le gouvernement béninois pour ce chantier, qui vise à fournir 1.000 mètres cube d'eau par heure à la population, avec une livraison prévue dans les 15 mois à venir. Une avancée qui, certainement, conjuguera bientôt le calvaire des populations au passé.



SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE

📞 98904640 / 44904640

Souhaitez-vous organiser un séjour dans un cadre idéal, original et complètement autonome?

Voulez-vous accueillir dans écrin de nature (mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque, séjour en famille et autres types de manifestations...)?

ELONA HOUSE RESTE À VOTRE DISPOSITION POUR LE CADRE ADÉQUAT



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota



+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99



+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

APRÈS L'INCENDIE DU MARCHÉ DE VOLAILLE DE MALANVILLE

L'he Djamilatou Sabi Mohamed Abarissi exprime sa solidarité



Dans un message empreint d'émotion et de solidarité, la députée Djamilatou Sabi Mohamed Abarissi, élue de la Première circonscription électorale et présidente du Caucus des femmes parlementaires du Bénin, a réagi suite à l'incendie dévastateur qui a frappé le marché de volaille de Malanville. Cet événement tragique a plongé de nombreuses familles et commerçants dans l'incertitude, causant d'importantes pertes matérielles et affectant l'économie locale.

Dans son message, la députée a exprimé sa profonde tristesse et sa solidarité envers les victimes de cette catastrophe :

"C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris l'incendie dévastateur du marché de volaille de Malanville, un lieu vital pour tant de familles et une véritable source de vie pour notre communauté. En ces moments de douleur et d'incertitude, je tiens à vous exprimer toute ma solidarité et mon soutien indéfectible."

Elle a également tenu à souligner les conséquences dramatiques de cet incendie, tant sur le plan moral que matériel, tout en appelant à la résilience collective pour surmonter cette épreuve :

"Je partage votre peine face aux pertes matérielles et morales que cet événement a causées. Je suis de tout cœur avec les commerçants, les familles et tous ceux qui voient leurs moyens de subsistance affectés. Je reste convaincue que, grâce à notre courage collectif et à notre résilience, nous saurons surmonter cette épreuve et reconstruire ensemble ce qui a été perdu."

Face à cette situation difficile, la députée a assuré les populations de son engagement à soutenir les initiatives qui seront mises en place pour accompagner les victimes et relancer ce marché crucial pour l'économie locale. Elle a conclu son message en réitérant son appel à la paix et à la cohésion sociale :

"Soyez assurés de mon engagement à soutenir les actions qui seront entreprises pour venir en aide aux victimes et pour relancer ce marché si essentiel à notre économie locale. Paix et cohésion sociale dans notre pays et dans le monde."

Cet incendie rappelle l'importance de renforcer les mesures de sécurité dans les marchés et de développer des plans de soutien en cas de catastrophe. En attendant, la solidarité et l'unité des habitants de Malanville, soutenus par leurs représentants, restent essentielles pour relever les défis à venir.

JUSTICE BÉNINOISE

Hosée HOUNGNIBO, acquitté par la CRIET



Le tribunal spécial de la Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme (CRIET) a rendu, ce [préciser la date], son verdict dans l'affaire concernant Hosée Houngnibo, coordinateur du mouvement OB26. Après plusieurs mois de procédure judiciaire, M. Houngnibo a été acquitté, mettant ainsi un terme à des accusations qui avaient suscité de vives réactions dans l'opinion publique.

Arrêté et poursuivi pour [préciser les accusations, par exemple « détournement de fonds », « incitation à la violence » ou autre], Hosée Houngnibo avait plaidé son innocence dès le début de l'affaire. Ses avocats ont, au cours des audiences, contesté la validité des preuves présentées par le ministère public, affirmant qu'elles étaient insuffisantes pour établir sa culpabilité.

Dans son délibéré, la CRIET a estimé que les éléments à charge étaient insuffisants pour justifier une condamnation. Par conséquent, elle a prononcé l'acquittement du prévenu, levant ainsi toutes les charges qui pesaient contre lui.

Cette décision marque un tournant pour le mouvement OB26, dont le leader était au cœur d'un combat politique et social. À sa sortie de la salle d'audience, Hosée Houngnibo a exprimé sa gratitude envers ses soutiens et a réaffirmé son engagement à continuer son combat pour [préciser les objectifs ou idéaux défendus par le mouvement OB26].

Cependant, cet acquittement ne manque pas de faire réagir. Si ses partisans saluent une victoire de la justice et de la vérité, certains observateurs se demandent si ce verdict n'est pas révélateur des limites du système judiciaire dans des affaires impliquant des figures publiques.

Pour rappel, la CRIET, créée pour lutter contre la corruption et le terrorisme, reste souvent au centre des débats sur l'équité des jugements qu'elle prononce. Ce dossier relance donc la question de la crédibilité et de l'indépendance de cette juridiction spéciale.

Dans les jours à venir, il sera intéressant de suivre les retombées de cet acquittement, notamment sur le plan politique et social, alors que le mouvement OB26 entend capitaliser sur cette victoire judiciaire pour renforcer son influence sur la scène nationale.

James Meryl ALLAGBE



FENOU GUEST HOUSE

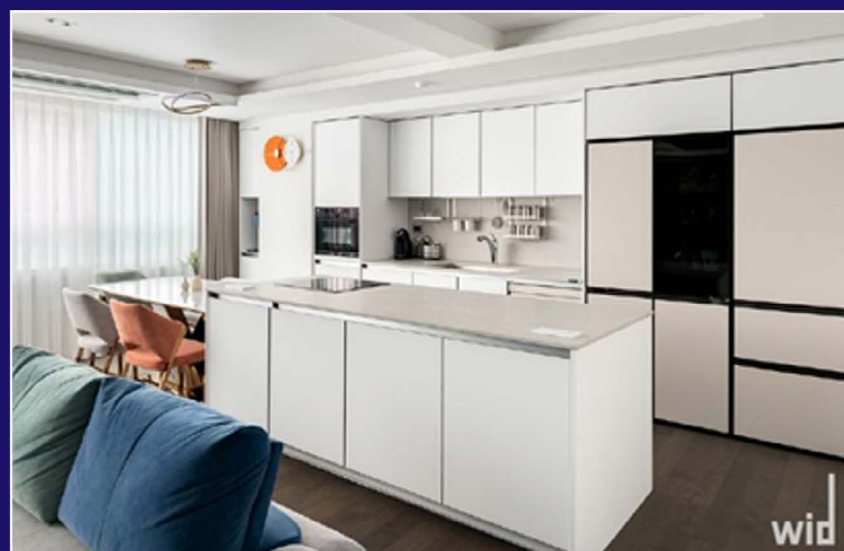
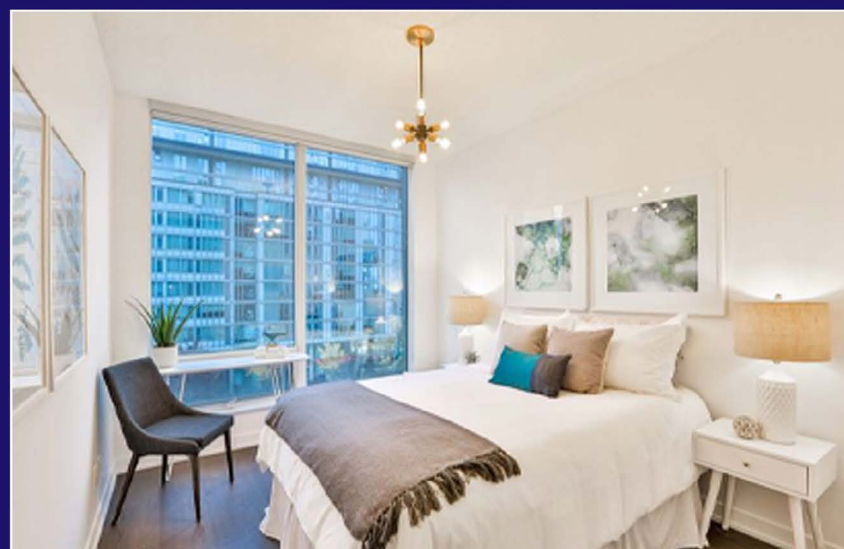
APPARTEMENTS & CHAMBRES MEUBLÉS

98904640 / 44904640

Pour les voyageurs qui aiment se sentir partout comme chez eux, l'appartement est l'hébergement idéal. Les groupes et les familles peuvent profiter des chambres et de la cuisine pour s'isoler ou se retrouver autour d'un repas pour planifier les activités du lendemain.

LES APPARTEMENTS SONT DISPONIBLES POUR DE COURTS OU LONGS SÉJOURS

APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99



+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

PROCÈS HOMEKY-BOKO ET CONSORTS

Le Procureur dénonce une stratégie d'obstruction de la défense



Le procès très médiatisé opposant le Ministère public à Homeky, Boko et leurs co-accusés a connu un tournant décisif ce mercredi. Lors de l'audience, le Procureur de la République, Mario METONOU, a pris la parole pour dénoncer ce qu'il qualifie de "stratégie d'obstruction et de dilatoire" orchestrée par la défense dans le but de ralentir la procédure.

Une stratégie mise à nue

Dans une intervention méthodique, Mario METONOU a décrypté les nombreuses manœuvres procédurales initiées par les avocats des accusés. Ces actions, selon lui, visent à retarder l'issue du procès. Il a notamment évoqué des demandes répétées de renvoi, des recours systématiques et parfois jugés abusifs, ainsi que des objections visant à détourner l'attention des questions de fond.

"Il ne s'agit pas ici de défendre des droits, mais de contourner les exigences de la justice pour échapper à la vérité. Cette tactique ne fait que bafouer les principes d'un procès équitable et diligent", a affirmé le Procureur avec fermeté.

Une riposte judiciaire claire

Face à ces allégations, Mario METONOU a exhorté le tribunal à ne pas se laisser distraire par ces manœuvres. Il a insisté sur la nécessité de respecter les délais impartis pour garantir que justice soit rendue dans un délai raisonnable.

"Le temps de la justice ne peut être celui de l'évitement ou de la manipulation. La vérité doit éclater, et cela ne peut se faire sans une gestion rigoureuse de ce procès", a-t-il ajouté.

Une défense sur la défensive

De leur côté, les avocats de la défense ont catégoriquement rejeté ces accusations, arguant que leurs actions s'inscrivent dans le cadre légal pour garantir les droits de leurs clients. Ils ont dénoncé une tentative de pression de la part du Ministère public pour précipiter un procès qui, selon eux, mérite une analyse approfondie et sans précipitation.

Un procès sous haute tension

Le procès Homeky-Boko et consorts continue de susciter un vif intérêt au sein de l'opinion publique en raison des enjeux politiques, économiques et sociaux qu'il soulève. Les prochaines audiences permettront de mesurer l'impact de ces déclarations sur l'orientation du dossier.

En attendant, la tension reste palpable dans la salle d'audience, où chaque déclaration contribue à alimenter le suspense autour d'une affaire qui pourrait marquer un tournant dans l'histoire judiciaire du pays.

Le tribunal devra trancher non seulement sur les faits reprochés aux accusés, mais également sur la pertinence des démarches entreprises par les deux parties pour défendre leurs positions respectives.

James Meryl ALLAGBE

TRISTE RÉALITÉ AU CHD DE PORTO-NOVO

Malades et agents laissés pour compte

Patrice Talon et le ministre de la Santé sollicités pour une intervention urgente



Depuis plusieurs semaines, une situation préoccupante secoue le Centre Hospitalier Départemental (CHD) de Porto-Novo. Le repas destiné aux malades et aux agents de santé a été brusquement interrompu. Cette décision, justifiée par la volonté d'améliorer la qualité des repas, reste sans suite concrète.

Pendant ce temps, les malades venus de villages reculés, souvent démunis, se retrouvent confrontés à une détresse inimaginable : le ventre vide, ils n'ont d'autre choix que de mendier aux abords de l'hôpital pour subsister. Cette situation indigne n'épargne pas le personnel soignant, obligé de quitter leurs postes pour chercher de quoi manger, au détriment de la prise en charge des patients.

À titre de comparaison, au Centre National Hospitalier Universitaire (CNHU) de Cotonou, tout semble bien organisé, accentuant encore davantage le contraste et l'injustice vécue par les malades de Porto-Novo.

Un autre problème alarmant concerne les patients dialysés, qui font face à une pénurie critique de médicaments essentiels, notamment le "Feminex Calcium 500". Cette rupture met en péril leur suivi médical et accentue leur souffrance.

Face à cette situation insoutenable, il est impératif que le président de la République, Patrice Talon, et le ministre de la Santé prennent des mesures fortes et immédiates. On ne peut ignorer l'engagement du chef de l'État pour le bien-être des populations et les investissements colossaux réalisés dans le secteur de la santé. Cependant, il est temps d'agir pour que cet engagement se reflète sur le terrain, notamment au CHD de Porto-Novo.

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, le sort des malades et du personnel du CHD est entre vos mains. Prenez des mesures urgentes pour redonner dignité et espoir à ces citoyens abandonnés.

(À suivre...)



Nous sommes une
**Entreprise de
communication**



NOS SERVICES

- Assistance en communication
- Événementiel
- Hygiène et sécurité de l'environnement
- Commerce Général et Divers
- Hôtellerie - Restauration - Tourisme
- Matériels et consommables informatiques
- Fournitures et mobiliers de bureaux
- Batiments et Travaux Publics
- Ingénierie informatique et télécoms
- Entretien et nettoyage
- Vidéo surveillance et réseaux électriques

CE QUI NOUS REND UNIQUE

Nous plaçons vos besoins au cœur de nos priorités, notre entreprise allie expertise, innovation et professionnalisme pour vous offrir des solutions sur mesure. Avec un engagement indéfectible envers la qualité et la satisfaction client, nous sommes votre partenaire idéal pour concrétiser vos projets avec succès et sérénité. Faites confiance à une équipe dynamique qui s'efforce de dépasser vos attentes à chaque étape.



Porto-Novo, Djassin Houinvie -
Tokpota - Dowa



+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99



+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

DISTRIBUTION DES FACTURES DE REDEVANCE D'ENLÈVEMENT DE DÉCHETS

La SGDS SA démarre l'opération



La Société de Gestion des Déchets et de Salubrité (SGDS SA) vient d'entamer une nouvelle phase importante de ses activités en lançant la distribution des factures de redevance d'enlèvement des déchets. Ce processus, attendu depuis plusieurs mois, s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie et de la gestion durable des déchets dans les zones urbaines et périurbaines.

Une mesure essentielle pour un environnement plus sain

La redevance d'enlèvement des déchets vise à financer les opérations de collecte, de traitement et de recyclage des ordures ménagères. Ces fonds permettront à la SGDS SA d'améliorer l'efficacité de ses services et de garantir une meilleure salubrité dans les différentes localités concernées. Selon les responsables de la société, cette initiative a pour objectif principal de réduire l'impact environnemental des déchets tout en contribuant à offrir aux citoyens un cadre de vie propre et agréable.

Le processus de distribution des factures

Les factures sont distribuées par des agents mandatés de la SGDS SA, qui se déplacent directement auprès des ménages et des entreprises. Ces documents détaillent le montant à payer, calculé en fonction des caractéristiques du logement ou de l'activité économique, ainsi que des modalités de règlement.

Pour faciliter le processus, la SGDS SA a mis en place plusieurs moyens de paiement, notamment via des plateformes numériques, des banques partenaires, et des points de collecte physique. Cette diversification vise à simplifier les démarches pour les usagers et à garantir un recouvrement efficace des redevances.

Sensibilisation et collaboration

Consciente que cette initiative pourrait susciter des interrogations ou des réticences, la SGDS SA a également intensifié ses campagnes de sensibilisation. Des sessions d'information sont organisées dans les quartiers pour expliquer l'importance de cette redevance et son rôle dans l'amélioration du cadre de vie.

« Ce n'est pas seulement une obligation, mais un acte citoyen. En payant cette redevance, chaque ménage contribue directement à la propreté de son environnement et à la préservation de la santé publique », a déclaré un responsable de la SGDS SA.

Des attentes et des défis

Bien que ce projet soit prometteur, il n'est pas exempt de défis. Certains citoyens s'interrogent sur l'équité du système de facturation ou sur la qualité des services rendus en contrepartie. D'autres redoutent des retards ou des dysfonctionnements dans la collecte. Pour répondre à ces préoccupations, la SGDS SA promet de renforcer la transparence et de mettre en place un service client réactif pour traiter les éventuelles plaintes.

Une étape vers un avenir plus propre

La distribution des factures marque une étape clé dans la structuration de la gestion des déchets à l'échelle locale. En collaboration avec les autorités municipales et les citoyens, la SGDS SA entend relever le défi de la propreté urbaine et de la préservation de l'environnement.

À terme, ce système pourrait servir de modèle à d'autres régions souhaitant améliorer leur cadre de vie et garantir un environnement durable pour les générations futures.

James Meryl ALLAGBE

CLÔTURE DE LA SESSION 2024 AU PARLEMENT

Les députés adoptent les lois sur la concurrence et le financement du budget de l'État



Le Parlement béninois a officiellement clos, ce lundi 22 janvier 2024, sa session ordinaire au terme d'intenses travaux marqués par l'adoption de plusieurs lois majeures. Parmi celles-ci figurent deux textes particulièrement significatifs : une loi sur la régulation de la concurrence et une autre sur le financement du budget de l'État pour l'année 2025.

Une loi sur la concurrence pour dynamiser l'économie

L'un des temps forts de cette session fut l'adoption d'un cadre législatif destiné à promouvoir une concurrence saine au sein du marché béninois. Cette loi vise à lutter contre les pratiques anticoncurrentielles, comme les monopoles et les ententes illicites, afin de protéger les entreprises, les consommateurs et l'économie nationale.

Selon le président de l'Assemblée nationale, cette nouvelle législation « constitue un tournant décisif pour assurer un environnement des affaires transparent et compétitif ». Elle prévoit notamment la création d'une Autorité de régulation de la concurrence, chargée de veiller à l'application stricte des règles et à la sanction des abus.

Les parlementaires, unanimes sur la nécessité de ce texte, espèrent qu'il attirera davantage d'investissements étrangers et stimulera l'innovation locale.

Le budget de l'État 2025 : priorité à la rigueur et aux réformes

Autre sujet d'envergure, l'adoption de la loi de finances pour 2025. Ce budget met un accent particulier sur le financement des projets sociaux et des infrastructures, tout en s'inscrivant dans une démarche de maîtrise des dépenses publiques.

Les débats ont été vifs, les députés s'étant longuement penchés sur les mécanismes d'allocation des ressources. Finalement, une enveloppe conséquente a été attribuée aux secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé et l'énergie.

Le ministre des Finances, présent lors des débats, a salué cette adoption : « Ce budget reflète la volonté du gouvernement de consolider les acquis tout en poursuivant les réformes structurelles nécessaires à une croissance durable ».

Un bilan positif malgré les défis

Dans son discours de clôture, le président de l'Assemblée nationale a dressé un bilan globalement positif de cette session. Il a salué l'engagement des députés, malgré les divergences parfois marquées, et a exhorté les institutions à maintenir le cap des réformes engagées.

Les regards sont désormais tournés vers la mise en œuvre de ces lois, qui devraient renforcer les bases du développement économique et social du Bénin. Avec ces réformes, le pays ambitionne de se positionner comme un modèle de gouvernance et de progrès en Afrique de l'Ouest.

Cette session 2024 aura donc marqué un jalon important dans l'histoire parlementaire béninoise, rappelant le rôle crucial de l'Assemblée nationale dans le façonnement de l'avenir du pays.

Eméric Joel ALLAGBE

L'Emblème du jour

**JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE,
D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITE
PARAISSANT AU BENIN**

Nous sommes votre partenaire incontournable pour rester informés. Avec des parutions quotidiennes du lundi au vendredi, nous couvrons tous les sujets qui comptent. Nos articles, rédigés avec rigueur et passion, sont pensés pour éclairer, inspirer et susciter le débat.



www.lemblemedujour.com



Porto-Novo, Djassin Houinvié



+229 01 98 90 46 40 / 01 95 53 43 95

CAP SUR LE BÉNIN

Le prochain Choiseul Africa Summit se tiendra à Cotonou



Choiseul Africa, plateforme de référence pour la coopération économique entre l'Afrique et l'Europe, organisera la prochaine édition du Choiseul Africa Summit à Cotonou, au Bénin, les 26 et 27 février 2025. Bénéficiant du soutien actif du Gouvernement de la République du Bénin, cet événement unique réunira 350 décideurs économiques et personnalités de premier plan autour de thématiques clés pour la croissance économique et la coopération stratégique en Afrique de l'Ouest.

Une plateforme pour les opportunités économiques régionales

Avec plus de 10 années d'expertise à son actif, Choiseul Africa contribue à la valorisation des pôles économiques attractifs sur le continent africain. Le Bénin, qui connaît une transformation remarquable, s'impose aujourd'hui comme un hub attractif pour les investisseurs et un acteur clé du commerce régional.

Pascal Lorot, Président de Choiseul Africa, déclare : « Le Bénin incarne aujourd'hui une Afrique ambitieuse et résolument tournée vers l'avenir. Par sa stabilité, ses infrastructures modernes et son positionnement stratégique, il se présente comme un marché d'opportunités et de savoir-faire, et un carrefour incontournable pour les échanges économiques régionaux. Organiser le Choiseul Africa Summit à Cotonou, c'est reconnaître le rôle central que joue le Bénin dans la dynamique de croissance et de coopération en Afrique de l'Ouest. »

Romuald Wadagni, Ministre d'État, Ministre de l'Économie et des Finances de la République du Bénin déclare : « Accueillir le Choiseul Africa Summit à Cotonou est une formidable opportunité pour mettre en lumière notre vision d'un développement inclusif et durable. Le Bénin, au cœur des échanges régionaux et internationaux, se positionne comme un moteur de croissance grâce à ses réformes et ses partenariats stratégiques. Ce sommet sera l'occasion de partager notre ambition et d'explorer de nouvelles perspectives de coopération. »

Une vision audacieuse pour l'avenir

Ce sommet s'inscrit dans une dynamique de transformation portée par le Gouvernement béninois, qui mise sur des infrastructures de classe mondiale et des initiatives économiques innovantes pour redéfinir les paradigmes de croissance.

Cet événement s'articulera autour d'un objectif commun : « Accélérer l'intégration économique régionale : mobiliser les compétences et les investissements pour un avenir durable ». En créant des ponts entre le secteur privé, les institutions publiques et les acteurs internationaux, le Choiseul Africa Summit vise à apporter des solutions concrètes pour relever les défis contemporains de l'Afrique de l'Ouest et saisir les nombreuses opportunités de son marché.

Des plénières interactives, des tables rondes stratégiques et des sessions de networking ciblées rythmeront ces deux journées, offrant aux participants un espace privilégié pour développer des collaborations à forte valeur ajoutée. L'objectif est clair : catalyser des initiatives économiques et promouvoir une croissance inclusive et durable.

Inscriptions et informations pratiques

Ne manquez pas l'occasion d'assister à des débats exclusifs, de recueillir des analyses stratégiques et d'échanger directement avec des leaders économiques et décideurs de premier plan.




GOVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
DU BÉNIN

Choiseul Africa Summit

26 et 27 février 2025

Cotonou • Bénin

PROGRAMME

26 Février	A partir 20h00	Cocktail dinatoire d'accueil
27 Février	8h00 9h30	Cérémonie d'ouverture
	9h30 10h00	Pause-café & networking
	10h00 10h55	Optimiser les chaînes de valeur régionales à travers les infrastructures de transport, de logistique et les accès au numérique
	10h55 11h10	Session de keynote
	11h10 12h05	L'agro-industrie comme moteur de croissance et de compétitivité régionale
	12h05 12h20	Session de keynote
	12h20 13h45	Cocktail déjeunatoire & networking
	14h00 14h55	Valorisation de la main d'œuvre et développement des compétences pour une intégration régionale et internationale réussie
	14h55 15h10	Session de keynote
	15h10 16h05	Accès au financement pour stimuler la compétitivité, l'innovation et la croissance des entreprises en Afrique de l'Ouest
	16h05 16h35	Pause-café & networking
	16h35 17h30	Défis de l'urbanisation et de la connectivité des villes africaines au 21 ^{ème} siècle
	17h30 18h25	Les Industries Créatives et Culturelles comme levier de développement économique et d'attractivité
	A partir 20h30	Dîner de clôture

Pour consulter le programme détaillé et obtenir toutes les informations pratiques sur le Choiseul Africa Summit, rendez-vous sur :

<https://event.inwink.com/choiseul-africa-summit-cotonou/>

Pour toute demande d'interview, accéder aux accréditations presse et obtenir toutes les informations pratiques :

Contact Presse Choiseul Africa
Bruna BARRIOS
Email : bruna.barrios@choiseul.info
Téléphone : +33 (0)6 44 13 36 68

Contact Presse Gouvernement du Bénin

Irmine GNIDEHOU - SIPI-Benin SA
Email : irmine.gnidehou@arisenet.com

Téléphone : + 229 01 54 34 48 39

William TCHEKPE - Ministère de l'Economie et des Finances

Email : witchekpe@gouv.bj

Téléphone : +229 0169747575

A propos de Choiseul Africa

Choiseul Africa regroupe toutes les initiatives de l'Institut Choiseul dédiées au continent africain. Lancées en 2014 avec la création du Choiseul 100 Africa, ces actions visent à promouvoir le dialogue, encourager l'innovation et soutenir le développement durable en Afrique. Choiseul Africa aujourd'hui :

Une communauté influente : Plus de 800 décideurs et leaders d'opinion collaborent pour construire un avenir prometteur pour l'Afrique.

Une vision stratégique : En facilitant les échanges entre les sphères économique, publique et institutionnelle, Choiseul Africa établit des partenariats durables. Le Choiseul Africa Business Forum, qui attire chaque année plus de 800 CEO et dirigeants influents, est un exemple marquant de cette approche.

Une mission de valorisation : En tant que précurseur des grandes tendances économiques africaines, Choiseul Africa met en lumière les talents et les opportunités d'affaires, tout en contribuant à leur rayonnement à l'international.

A propos du Bénin

Le Bénin, souvent cité comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique, se distingue par sa vision audacieuse et son engagement dans des réformes économiques et structurelles ambitieuses. Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le pays bénéficie d'une position géographique stratégique, en faisant un carrefour naturel pour les échanges régionaux et internationaux.

Son économie repose sur des secteurs clés tels que les services, le commerce, la transformation industrielle, et une agriculture diversifiée, qui forment les piliers d'un cadre propice au développement durable. Ces dernières années, le Bénin a entrepris des initiatives majeures pour moderniser ses infrastructures, simplifier les démarches administratives et renforcer son attractivité pour les investissements étrangers.

Au-delà de son dynamisme économique, le Bénin se distingue également par sa richesse culturelle et historique, illustrée par des sites emblématiques comme les palais royaux d'Abomey (classés au patrimoine mondial de l'UNESCO) ou encore ses traditions vivantes, telles que les Vodun Days, qui ont attiré cette année plus de 435 000 visiteurs.

Grâce à un environnement des affaires favorable et des réformes structurantes, le Bénin attire un nombre croissant d'investisseurs et d'entrepreneurs, consolidant ainsi son rôle de hub économique et d'acteur clé de la croissance en Afrique de l'Ouest.

Pour découvrir davantage sur les opportunités qu'offre le Bénin, rendez-vous sur le site officiel du Gouvernement de la République du Bénin <https://www.gouv.bj/>


ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE

98904640 / 44904640

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS


FENOU GUEST HOUSE

APPARTEMENTS & CHAMBRES MEUBLÉS

98904640 / 44904640


 Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa


+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99



+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07